

HERMENEUTIQUE DU TERRORISME

La smartphonisation de la société allie un progrès majeur dans la capacité à la communication rapide de données multiples et des effets pervers considérables, notamment en réduisant l'interaction humaine et la gestion de l'altérité.

La réduction du temps et l'accaparement par l'écran, au-delà des phénomènes médicaux résumés sous le terme DOSE (Dopamine, Ocytocine, Sérotonine et Endorphine), induisent des effets d'addiction qui compressent le temps et l'espace, et par là même notre capacité à mettre en perspective les événements.

Durant cette même période d'asservissement progressif aux réseaux sociaux, une *Revolution In Terrorism Affairs* (pour reprendre une célèbre expression concernant la rénovation des stratégies militaires) a eu lieu au cours des vingt dernières années.

Passée presque inaperçue dans le bruit des bombes, elle a cependant tout changé ou presque dans la lutte contre cette activité, dont il convient de rappeler qu'elle est de plus en plus criminelle.

La France a l'expérience du terrorisme contemporain depuis la Révolution de 1789. Elle en a même inventé le terme. Expérimenté les modes opératoires. Exporté le produit.

Depuis l'invention du concept politique de terreur – un mode d'exercice du pouvoir d'Etat marqué par l'élimination de ses adversaires intérieurs (Royalistes, Chouans, Catholiques réfractaires à la constitution civile du clergé, Révolutionnaires trop « mous » ou trop Girondins, ...), puis de contre-terreur par ceux-là mêmes qui en furent victimes.

Ce sont d'abord les Etats qui ont su utiliser le terrorisme comme un art de la guerre par d'autres moyens – contre leurs opposants intérieurs ou contre leurs adversaires extérieurs, dans une guerre froide ou une paix chaude. Puis en ont été les cibles.

Longtemps, le terrorisme a été aisément identifiable : tout était relié à Moscou ou à Washington. Mais En 1989, après une étrange décennie qui vit l'Occident ne rien comprendre de trois éruptions majeures subies en 1979 (l'assaut contre la Mecque, l'invasion de l'Afghanistan par l'armée rouge, la chute du Shah d'Iran), qui vit l'échec soviétique contre les rebelles afghans, la chute du mur du Berlin et l'affaiblissement provisoire de l'URSS.

En 1995, Khaled Kelkal, prototype de l'hybride, du gangsterroriste, issu de la criminalité et de la délinquance et passé au service du GIA Algérien, lançait une campagne d'assassinats et d'attentats à la bombe. Si les relations entre crime organisé et terrorisme sont toujours nombreuses, notamment en termes de logistique, si les pratiques d'impôt révolutionnaire sont également synonymes de racket, si les trafics servent aussi de financement à l'action politique, c'était la première fois qu'un pur criminel de droit commun passait directement au terrorisme jihadiste.

Hors de tout cadre habituel, il n'avait pas été repéré par les services de renseignement, et faute de série longue, on oublia vite ce qui les caractérisait.

En 1996, apparut officiellement une nébuleuse sans lien avec un quelconque État que les Occidentaux dénommèrent « Al Qaida » mais qui s'identifiait en réalité « Front islamique mondial pour le jihad contre les juifs et les croisés », appellation moins « marketing » mais plus pertinente.

Issue du Maktab al-Khadamāt (MAK ou Bureau des Services), créé par Abdallah Azzam en 1980, qui entraînaient les moudjahidines en Afghanistan contre l'occupant soviétique, elle bouleversa les modes d'organisation antérieurs du terrorisme, liés aux stratégies des superpuissances.

La structure était décentralisée et nébulaire. Al Qaida (AQ) n'avait plus rien de commun avec des mouvements comme l'ETA, l'IRA, la RAF allemande ou les FARC colombiens. Mais ses agents étaient quasiment tous de « purs » terroristes, sans passé criminel marquant.

Après plusieurs opérations menées contre les ambassades américaines en Afrique (Tanzanie et Kenya en août 1998), contre un destroyer de l'US Navy au large d'Aden en 2000, ou celles au Pérou, au Pakistan, en Ouzbékistan, en Arabie Saoudite et en Europe, les groupes liés à AQ réalisaient ou projetaient de réaliser des attaques plus spectaculaires.

Ces attaques préfigurèrent les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis.

Pour la première fois depuis l'émergence du terrorisme contemporain, le terrorisme d'État ou lié à une lutte pour la conquête d'un pouvoir sur un territoire ou une culture, donnait naissance à une entité nébuleuse et obscure, animée d'une pensée radicale et théologique, concentrée sur un objectif unique – le royaume du Ciel sur la Terre – et inaccessible à toute forme de compromis par la négociation. Si Ben Laden n'alla pas jusqu'à établir un Califat, d'autres ont plus tard visé cet objectif, en écoutant les mêmes conseillers ayant transité d'un camp vers un autre.

Obnubilés par une nouvelle forme de terrorisme spectaculaire, les responsables politiques et policiers occidentaux ne surent pas voir qu'une hybridation avec le monde criminel était en cours. Les mises en garde ne manquaient pourtant pas.

Mais, entre 1995/96 et 2012, la France ne connut pas de véritable reprise de la série lancée par Khaled Kelkal. Pour des raisons liées à la nature même du soutien occidental des moudjahidines en Afghanistan, l'ennemi était connu : il avait été notre allié. Il fallut l'épisode Mohammed Merah pour que se reconnecte un processus qui ne s'est plus interrompu depuis.

En mars 2012, quelques semaines avant l'élection présidentielle, des soldats sont tués ou blessés à Toulouse. Le 19 mars, quatre personnes dont trois enfants, sont tuées devant une école juive.

L'auteur de ces meurtres, Mohammed Merah, est un Franco-Algérien de 23 ans, petit délinquant devenu terroriste islamiste.

Depuis l'attaque de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher en janvier 2015, puis du Stade de France, du Bataclan et des cafés alentours en Novembre de la même année, ensuite des micros opérations menées par des opérateurs terroristes isolés dans tout l'Occident, dont certains aux effets désastreux en termes de victime comme à Nice en Juillet 2016, les gouvernements hésitent devant des modèles simples qui se traduisent au gré des échecs par des mouvements qui ressemblent soit à la bataille d'Azincourt, soit à la ligne Maginot (en oubliant le nombre étonnant de références à la Muraille de Chine dont on rappelle hélas moins souvent qu'elle n'arrêta quasiment aucun envahisseur)....

La réalité est souvent difficile à accepter et s'adapte rarement à la bureaucratie et aux cerveaux formatés. Ce qui arrive aujourd'hui n'est pourtant pas une surprise stratégique. C'est une évolution dans une chaîne d'évènements qui se déroule depuis les années 1980, mais que n'avions pas identifiée.

Dumont, Caze, Kelkal, Merah, Kouachi, Coulibaly, Abdeslam, Lahouaiej-Bouhlel, ... ont d'abord été considérés comme des exceptions. Et nous avons continué à faire confiance aux machines pour faire le travail de renseignement opérationnel.

Ce fétichisme technologique était une erreur. Les systèmes sont utiles pour confirmer ou rejeter les hypothèses émises par les êtres humains. Mais ils ne les remplacent pas.

Voici longtemps avec Xavier Raufer que nous mettons en garde contre les faux-semblants, simplifications, ou mirages théoriques.

Au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie, des hybrides sont apparus. Des guérillas dégénérées, des États faillis, des narco-États, des gangsterroristes ont vu le jour. Les FARC en Colombie, les pirates en Somalie, les bandits de Karachi, certains gangs indiens, AQMI au Mali et au Niger, les cartels mexicains, sont aujourd'hui des forces militaires qui n'utilisent pas seulement l'impôt révolutionnaire pour des objectifs politiques. Ils sont des hybrides et des mutants. La plupart du temps criminels, parfois terroristes.

Les Occidentaux, plutôt que de chercher à comprendre ou simplement à connaître leur(s) adversaire(s), ont préféré en inventer un qui leur convienne. Cet ennemi de confort est donc combattu non pas en fonction de ce qu'il est mais de ce que l'Occident souhaite qu'il soit.

On l'a sous-estimé, ignoré pour éviter de comprendre ce qu'était la complexité dynamique des opérateurs hybrides sur le terrain. Et les médias ont décidé d'y croire. De ce qu'on veut appeler Al Qaida à ce qu'on ne veut pas appeler l'État Islamique ou le Califat, les réticences à la compréhension de la réalité restent nombreuses.

S'il nous arrive d'oublier le temps des tribus et des conflits religieux (même si l'Irlande n'est pas loin), d'autres peuples ont la mémoire plus longue, et la revanche de l'histoire n'est jamais loin.

On redécouvre les empires disparus, on subit la revanche, parfois la vengeance de l'histoire et de la géographie. Les frontières aux angles droits, tracées au double-décimètre de la colonisation n'ont pas fait disparaître les identités, les tribus, les obédiences. Ils n'ont fait que les masquer provisoirement. Et dans ce bouillonnement des mondes qu'on croyait renvoyés dans les livres d'histoire, nous voici brutalement, sauvagement parfois, exposés à nos erreurs ou à nos actions.

L'Empire de Macina se réveille en Afrique, les Peuls et les Dogons s'entretuent en fonction des poussées de la sécheresse, la Bande Sahélo Saharienne est déstabilisée, l'espace du lac Tchad malmené, la Libye agitée, la Tanzanie menacée, les conflits Yéménite ou Somalien embourbés. La situation est tendue aux Philippines, en Thaïlande, Et la situation en Ukraine, en Géorgie, en Arménie, en Serbie ou au Kosovo, loin d'être apaisée. Même le Sri Lanka, habitué à d'autres conflits, est touché.

Il s'agit donc aujourd'hui d'essayer de comprendre pourquoi et comment la mondialisation vivant au rythme des réseaux sociaux et de l'internet modifie profondément les interactions pluriséculaires entre le politique et le religieux, et induit des bouleversements stratégiques dans la plupart des pays du globe.

Les migrations massives et désordonnées déstructurent les repères sociaux de communautés entières. Les progrès des droits de l'homme et de la démocratie de marché percutent de fortes résistances liées à des conservatismes et des replis identitaires virulents.

Par contrecoup, des individus de plus en plus nombreux se retrouvent livrés à leur propre liberté et se regroupent en de nouvelles « tribus » aux allégeances multiples, soumis à des injonctions contradictoires dans un monde aux mutations incessantes.

En quête de « solutions » individuelles ou collectives, ils subissent la concurrence que se livrent le politique et le religieux pour les mobiliser et parfois les contrôler, a

minima autour de symboles et de repères moraux mais aussi, de façon plus ambitieuse autour de conceptions, différenciées pour être acceptables, de l'identité collective comme de la transcendance.

De plus, les États occidentaux affaiblis par les mutations du monde tentent de garder une part de leur autorité en disqualifiant le discours théologique dans le champ de la vie pratique et publique, alors que, dans le même temps, les églises ne se privent pas de critiquer un relativisme des valeurs qu'elles considèrent inhérent à la modernité de nos sociétés ouvertes.

Le débat sémantique n'est pourtant pas sans intérêt et la place du spirituel, même laïque, du mystique, du religieux, de la part intime qui cherche la transcendance, pèse désormais durablement sur l'action politique.

La mondialisation ouvre ainsi, sous nos yeux, une nouvelle période de coexistence, pas nécessairement pacifique, du politique et du religieux, en mettant en tension ces éléments essentiels du « vivre ensemble ». Régis Debray, analyse de ce qui fait aujourd'hui crise et chaos :« (...) à la mondialisation techno-économique correspond une balkanisation politico-culturelle, porteuse d'insurrections identitaires où la sacralité a changé de signe. Le défoulement, le déferlement des arriérés historiques peut s'entendre comme les conséquences même de l'uniformisation technique de la planète. Le surinvestissement des singularités locales compensant le nivellement des outillages, la carte bleue fait ressortir la carte d'identité et l'appétence de racines. Comme si le déficit d'appartenance appelait une surenchère compensatoire.⁵ ».

Intégrant de force des nations, des cultures et des religions parfois opposées, les grands empires ont composé une cartographie éphémère mais souvent violente, dont on pensait qu'elle s'était stabilisée à Yalta avant de s'effondrer après la chute

⁵. Intervention de Régis Debray lors des Ve Assises nationales de la Recherche stratégique du 21 novembre 2014. Voir le site du CSFRS : www.csfrs.fr/assises

du Shah en 1979 puis celle du mur de Berlin dix ans plus tard. La décolonisation militaire des années 1960 n'a que rarement permis une indépendance économique.

Si l'empire austro-hongrois semble définitivement réduit à la seule nostalgie, les autres ressurgissent et viennent affronter les cartographies officielles : les empires ottoman, chinois, russe, perse se rappellent plus ou moins brutalement à nos bons et mauvais souvenirs.

Depuis la guerre civile algérienne des années 90, la définition de l'adversaire, de l'ennemi, ne va donc plus de soi. Le terrorisme a changé de nature, les modèles ont évolué, et si la détection et la collecte du renseignement restent d'un niveau très élevé, l'analyse pêche considérablement.

On a trop souvent cédé à la facilité, et très rarement su résister aux manipulations sophistiquées des services locaux qui surclassent largement leurs homologues occidentaux en la matière.

Dernier avatar en date : l'EIL (État islamique en Irak et au Levant) ou ISIS, ou DAECH ou encore Califat : ses forces, longtemps décrites comme une insignifiante guérilla en Irak avant de s'attaquer sans grand succès au régime syrien, tout en taillant des croupières à ses « alliés » de l'Armée Syrienne Libre, ont réussi plusieurs spectaculaires opérations de conquête des territoires en Irak avant d'être détruites sur le terrain réel, mais à peine égratignées dans l'espace virtuel.

À l'origine de ces événements, on trouve un acteur majeur, Zarqaoui, qui a longtemps semblé avoir réussi à remporté une victoire posthume sur son principal adversaire : Ben Laden. Zarqaoui a rencontré Azzam, le fondateur du Bureau des Services pour les Moudjahiddin (ancêtre de la nébuleuse Al Qaida) puis Ben Laden, mais leurs ambitions sont restées fortement antagoniques.

Dans l'Afghanistan des Talibans, il créa le Tawhid al Jihad (Unification et Guerre sainte), puis en 2002, Al Zarkaoui s'installe en Syrie après un séjour en Iran. Il rejoint ensuite l'Irak après la chute de Saddam Hussein.

Le 19 août 2003, il revendiquera l'attentat à l'explosif contre l'immeuble abritant le personnel de l'ONU au cœur de Bagdad, provoquant la mort de vingt-deux personnes dont le représentant du Secrétaire général de l'ONU, Sergio Vieira de Mello. Le 29 août 2003, l'attaque contre la mosquée d'Ali à Najaf, ville sainte chiite, fait quatre-vingt-cinq victimes. Al Zarkaoui est finalement éliminé le 7 juin 2006, lors d'un bombardement américain.

Quelques mois plus tard, en octobre 2006, l'État Islamique d'Irak est créé par l'alliance d'Al Qaida en Mésopotamie avec d'autres petits groupes islamiques et de tribus sunnites de la province d'Anbar en Irak, sous la conduite militaire d'Abou Hamza Al Mouhajer et politique d'Abou Abdullah Al Baghdadi, « Émir de l'EII et Prince de la Foi ». Le Groupe, non seulement prend ses distances avec Al Qaida, mais devient rapidement un concurrent féroce et un ennemi d'Ayman Al Zawahiri, successeur de Ben Laden, qui ne manquera jamais une occasion de marquer ses distances, de condamner les actions menées, ou d'appeler à la conciliation.

Après l'élimination de « l'Émir » de l'EII en avril 2010, Abou Bakr Al Baghdadi Al Husseini, un Irakien d'une quarantaine d'années, en devient le chef. En avril 2013, l'EII devient EIIL en s'installant en Syrie après avoir absorbé une grande partie du Front Al Nosra. Depuis, un conflit larvé l'oppose à l'Armée Syrienne Libre mais également à une branche légitimiste d'Al Nosra.

Mais ce qui dépasse les règlements de comptes entre groupes jihadistes est la nature très différente de l'EIIL comparée aux autres acteurs sunnites du terrain. Et c'est elle qui nous intéresse au premier chef.

Organisation pyramidale, faisant régner la terreur en interne et en externe, rassemblant des brigades aguerries (Libyens, Tchétchènes, Occidentaux), EILL semble avoir réussi une parfaite OPA hostile sur ce qui reste d'Al Qaeda en Irak comme en Syrie, réunit des tribus mercenaires, tout en attirant des djihadistes de plus en plus jeunes et venus du monde entier (près de quarante mille selon les dernières estimations).

Nul ne sait qui a vraiment inventé Al Zarkaoui. Manipulation, déstabilisation, Golem inventé par des services, et ayant comme toujours mal tourné ? Une chose est désormais sûre, les enfants de Zarqaoui sont là. Sans doute pour longtemps. Et pas seulement au Levant.

Le terrorisme singulier est devenu pluriel. On y trouve de façon résiduelle des professionnels du terrorisme d'État entre retraite, sénilité et mercenariat, des « golems » créés par des États et qui s'en sont émancipés pour agir en fonction de leurs propres intérêts, des hybrides nés dans le crime et espérant la rédemption par la terreur, mais toujours en liaison avec des organisations, et, aussi, des lumpenterroristes, souvent illuminés, décidant sous l'impulsion de passer à l'acte. Ici et là, rarement, un « loup solitaire » à la Kaczynski, à la Breivik ou peut être à la Tarrant.

Ce condensé d'opérateurs sur le déclin et de nouveaux venus, impose aux services de sécurité des États de sortir de la logique du prêt à penser anti-terroriste pour se lancer dans le sur-mesure. L'espion à l'ancienne n'a sans doute pas disparu, mais il se trouve un peu relégué par la concurrence inattendue d'ennemis que nous ne connaissons pas vraiment, bien que nous les ayons parfois fabriqués nous-mêmes.

Voilà pourquoi il faut essayer, comme dans tous les épisodes terroristes précédents, de trouver le bouton stop qui conditionne le retour vers la paix et le développement.

Au-delà des aigreurs du moment, dont certains peuvent amener à d'autres évolutions dans la violence anti étatique, il faut se donner les moyens d'une mutation culturelle qui dépasse les simples réformes structurelles.

Alain BAUER

Professeur de criminologie au Conservatoire national des arts et métiers,
Professeur associé à l'université Fudan (Shanghai), titulaire de la chaire de sciences policières et criminelles du MBA Management de la Sécurité (Paris II, EOGN, HEC), senior research fellow au John Jay College of Criminal Justice (New York) et à l'Université de Droit et de Science Politique de Chine (Beijing).

EESD